



Canadian Study
of Parliament Group

Groupe canadien
d'étude des parlements

Parliamentary Business Seminars

2016-2017

The **Canadian Study of Parliament Group (CSPG)** is pleased to offer a series of seminars on parliamentary procedure and current issues relevant to parliamentary and government relations specialists. They will appeal both to persons new to the fields of parliamentary and government relations, and to those with more experience in the area. Each half-day seminar consists of two sessions: a technical briefing and a discussion panel composed of experts and current or former parliamentarians. The seminars include a healthy breakfast and buffet lunch.

Friday, November 18, 2016

Bill C-14 – A Case Study of the Relationships Between the two Houses of Parliament and the Supreme Court

Bill C-14, the Medical Assistance in Dying Act, has been so far the legislative highlight of the 1st Session of the 42nd Parliament. While Bill C-14 made the headlines as a “politically charged” policy subject, the process that led to its adoption has put the spotlights on the relationship between the Senate and the House of Commons and the relationship between Parliament and the Supreme Court of Canada. This seminar will explore the dynamic between the two Houses of Parliament in the legislative process. It will also examine the relationship between Parliament and the Supreme Court when, as in the case of Bill C-14, Parliament was called upon to legislate in response to a Supreme Court decision, namely *Carter v. Canada (Attorney General)*. This seminar will bring together parliamentary staff, academics and parliamentarians who will share their experience and thoughts on the process related to the adoption of Bill C-14 and their views on the relationships between the two Houses of Parliament and Parliament and the Supreme Court.

Friday, January 20, 2017

Running out the Clock: The Strategic Use of Parliamentary Time

Time is the most precious resource within the parliamentary system. Governments typically wish to pass their legislative measures as quickly as possible, with delays threatening to derail their policy initiatives, communications strategies, and even the public's view of their managerial competence. For opposition parties, delay is often the only tool available for pushing back against the government's agenda, with each opportunity to delay potentially giving them leverage to secure changes in government initiatives. This seminar will bring together current and former parliamentarians, academics, parliamentary staff and journalists who will explore the management of parliamentary time and share their thoughts on the strategic use of time by the government and the opposition. Particular attention will be given to how time management has evolved in recent decades and how this has changed the balance of power within the political system. Proposals for reform will also be considered, as will the impact of time management on backbench members and private member's business.

Friday, March 31, 2017

The Relationship Between Parliament and the Agents of Parliament

The term “Agents of Parliament” is most commonly used to describe those office holders who report directly to Parliament. They are unique in that they do not report to a specific position such as a Minister. Though, they can be said to report to every Member of the House of Commons and Senator while at the same time holding the government to account. While they are not responsible for carrying out the priorities of the

government, they are nonetheless responsible for ensuring that the priorities of the government adhere to the requirements provided in legislation. Agents of Parliament are meant to be independent from the government, but it is the government that gives and sometimes diminishes their power, their independence and their funding. Some say that we have too many Agents of Parliament, and others say that we need more of them. This seminar will bring together current and former Agents of Parliament and parliamentarians and academics who will share their views, opinions and insight on that mysterious and all together mystifying relationship between Parliament and Agents of Parliament.

***Registration Fees**

	CSPG Member	Non-Member
**Series of 3 seminars	\$400	\$500
November 18, 2016	\$150	\$200
January 20, 2017	\$150	\$200
March 31, 2017	\$150	\$200

For students and retirees the cost is \$25 per seminar.

***Registration fees are transferable to another person the day of the seminar and are not refundable. You must advise CSPG's Secretariat 48 hours prior to the event of any changes to your registration.**

**** The Series must be paid in one payment prior to the first seminar and is not refundable. You will be automatically registered to all 3 seminars.**



Colloques sur les travaux parlementaires

2016-2017

Le **Groupe canadien d'étude des parlements (GCEP)** est heureux d'offrir une série de colloques portant sur la procédure parlementaire et les questions d'actualité qui s'adressent aux spécialistes des relations parlementaires et gouvernementales. Ils intéresseront les néophytes de même que les gens ayant plus d'expérience. Chaque colloque d'une demi-journée comprend deux séances : une séance d'information technique et un panel de discussion formé d'experts et de parlementaires, anciens ou en service. Les colloques comprennent un petit-déjeuner santé ainsi qu'un déjeuner-buffet.

Vendredi 18 novembre 2016

Projet de loi C-14 – Étude de la relation entre les deux chambres du Parlement, et le Parlement et la Cour suprême

Le projet de loi C-14, la Loi sur l'aide médicale à mourir, a été à ce jour le point saillant des travaux législatifs de la 1^{re} session de la 42^e législature. Alors que le projet de loi C-14 a fait la manchette à cause de sa teneur hautement politisée, le processus ayant mené à son adoption a attiré l'attention sur la relation entre le Sénat et la Chambre des communes, et sur celle entre le Parlement et la Cour suprême du Canada. Ce colloque explorera cette dynamique entre les deux chambres du Parlement au cours du processus législatif. Il examinera aussi la relation entre le Parlement et la Cour suprême lorsque, comme pour le projet de loi C-14, le Parlement est appelé à légiférer en réponse à une décision de la Cour suprême, dans le cas présent, l'affaire *Carter c. Canada (procureur général)*. Ce colloque réunira des membres du personnel parlementaire, des universitaires et des parlementaires qui parleront de leur expérience et donneront leur avis sur le processus lié l'adoption du projet de loi C-14 de même que sur la relation entre les deux chambres du Parlement, et celle entre le Parlement et la Cour suprême.

Vendredi 20 janvier 2017

Que le temps s'écoule : L'utilisation stratégique du temps au Parlement

Le temps est la ressource la plus précieuse au sein du système parlementaire. Les gouvernements souhaitent habituellement faire adopter leurs mesures législatives le plus rapidement possible puisque tout retard peut faire dérailler leurs initiatives, leurs stratégies de communication et même modifier la perception du public à propos de leurs compétences de bons gestionnaires. Pour les partis d'opposition, les délais sont souvent le seul outil à leur disposition pour freiner la mise en œuvre du programme du gouvernement, puisqu'ils leur donnent une occasion de modifier les initiatives gouvernementales. Ce colloque réunira des parlementaires, anciens et actuels, des universitaires, des membres du personnel parlementaire et des journalistes qui exploreront la question de la gestion du temps parlementaire et qui partageront leur point de vue sur l'utilisation stratégique de cette ressource par le gouvernement et l'opposition. Une attention particulière sera portée à l'évolution de l'utilisation de la gestion du temps au cours des dernières décennies et sur la façon dont ce changement a modifié l'équilibre des forces en présence. Des propositions de réforme seront également examinées, de même que l'incidence de la gestion du temps sur le travail des députés d'arrière-ban et les affaires émanant des députés.

Vendredi 31 mars 2017

La relation entre le Parlement et les agents du Parlement

Le terme « agents du Parlement » est communément utilisé pour identifier les titulaires de charge qui relèvent directement du Parlement. Leur position est unique puisqu'ils ne relèvent pas d'une seule autorité

en particulier, comme un ministre. Ces agents peuvent être considérés être au service de tous les députés et sénateurs tout en exigeant en même temps des comptes au gouvernement. Bien qu'ils ne soient pas responsables de mettre en œuvre les priorités du gouvernement, ils doivent faire en sorte que ces dernières respectent les exigences prévues par la loi. Les agents du Parlement sont en théorie indépendants du gouvernement, mais c'est ce dernier qui, dans les faits, leur confère leurs pouvoirs, leur indépendance et leur financement, et qui peut également les limiter. Certains estiment que les agents du Parlement sont trop nombreux tandis que d'autres pensent qu'ils ne le sont pas assez. Ce colloque réunira des agents du Parlement et des parlementaires, anciens et actuels, et des universitaires qui partageront leurs points de vue, leurs opinions et leurs réflexions sur la relation mystérieuse et énigmatique entre le Parlement et les agents du Parlement.

***Frais d'inscription**

	Membre du GCEP	Non-membre
** Série de trois colloques	400 \$	500 \$
18 novembre 2016	150 \$	200 \$
20 janvier 2017	150 \$	200 \$
31 mars 2017	150 \$	200 \$

Étudiants(e) et retraités(e), l'inscription est de 25 \$ par colloque.

*** Les frais d'inscription sont transférables à une autre personne pour le même colloque et ne sont pas remboursables. Le secrétariat du GCEP doit être avisé 48 heures avant l'événement de tout changement à votre inscription.**

**** La Série doit être payée en un seul versement et ce, avant le premier colloque et n'est pas remboursable. Vous serez automatiquement inscrit aux trois colloques.**